



Ilhan Omar présente une résolution pour soutenir le droit au boycott

## Description

Par Nora Barrows-Friedman, 17 juillet 2019



Ilhan Omar (Leopaltik 1242)

Face aux attaques prolongées des autorités américaines sur le droit à engager des boycotts contre Israël, Ilhan Omar, membre du Congrès, a présenté mardi une résolution qui cherche à protéger ce droit.

Elle a par ailleurs explicitement offert son soutien à la campagne non violente de boycott, désinvestissement et sanctions dont le but est de pousser Israël à respecter les droits des Palestiniens en imitant la pression populaire mondiale qui a aidé à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

Les militants palestiniens du boycott ont salué la résolution d'Omar.

« Elle affirme le droit de tous les militants et des gens de conscience d'œuvrer pour la défense des droits de l'Homme par des boycotts contre les régimes d'oppression », a dit Hind Awad, porte-parole du Comité National BDS palestinien.

[https://twitter.com/BDSmovement/status/1151541150257483776?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eetbarrows-friedman%2Ffilhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott](https://twitter.com/BDSmovement/status/1151541150257483776?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eetbarrows-friedman%2Ffilhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott)

La résolution a été présentée au moment où la direction des Démocrates au Congrès présentait une résolution non contraignante pour condamner BDS, dernière d'une série de mesures dans les assemblées législatives des Etats fédérales pour criminaliser ou ostraciser les activités BDS.

Cette mesure anti-BDS, soutenue par plus de 330 co-parrains, a été co-rédigée par le député des Républicains Lee Zeldin, qui a attaqué Omar et l'a traitée d'antisémitisme parce qu'elle a critiqué la politique d'Israël.

Bien que la résolution d'Omar ne fasse nommément mention ni d'Israël, ni de la campagne BDS, le texte de la résolution 496 fait référence à des agressions sur des militants « par des organisations tout autant gouvernementales que non-gouvernementales pour criminaliser, stigmatiser et délégitimer l'utilisation de boycotts pour tenter d'étouffer une expression politique protégée par la constitution ».

Elle fait remarquer qu'en 1982, la Cour Suprême des Etats Unis a fait observer que s'engager dans un « un boycott non violent et politiquement motivé » tient de la liberté d'expression protégée par le Premier Amendement.

La décision d'Omar de présenter cette mesure prouve qu'elle reste solide devant les récentes attaques racistes du président Donald Trump contre elle et d'autres femmes d'origine de couleur, les accusant entre autres d'être antisémites et anti-Israël.

S'adressant cette semaine à *Al-Monitor*, Omar a dit qu'elle présentait cette résolution « pour aborder franchement les valeurs américaines qui soutiennent et croient en notre capacité d'exercer nos droits exprimés dans le Premier Amendement concernant le boycott ».

Omar a ajouté que « c'est pour nous une opportunité pour expliquer les raisons pour lesquelles nous soutenons un mouvement non violent tel que le mouvement BDS ».

La résolution de la législatrice « nous affirme que les progressistes, y compris au Congrès, défendent la liberté d'expression et le droit des communautés opprimées, y compris les Palestiniens, de lutter pacifiquement pour leurs droits », a ajouté Awad du Comité National BDS palestinien.

« La défense de ces droits est même encore plus vitale au vu de la montée du racisme extrême droite et de la suprématie blanche, dont le régime d'apartheid israélien vieux de plusieurs décennies. »

Depuis son élection au Congrès en 2018, depuis le Minnesota, Etat dont elle était auparavant députée, Omar a été régulièrement vilipendée par d'autres députés dont ceux de son propre Parti Démocrate à cause de sa critique aiguë de l'influence d'Israël sur la politique américaine.

Mercredi, au cours d'un débat sur la résolution bipartite anti-BDS, Omar a défendu la mesure, disant que les députés « ne peuvent condamner des moyens non violents » ajoutant que l'occupation israélienne doit prendre fin.

[https://twitter.com/SherylNYT/status/1151524227478151168?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott](https://twitter.com/SherylNYT/status/1151524227478151168?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott)

[https://twitter.com/BDSmovement/status/1150453658976493574?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott](https://twitter.com/BDSmovement/status/1150453658976493574?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott)

## Précédent historique

La mesure pro-boycott d'Omar a été présentée avec deux co-parrains, Rashida Tlaib du Michigan et John Lewis de Georgie.

Le soutien de Lewis à cette mesure a été une surprise.

[https://twitter.com/AIUSA/status/1151496595868962822?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott](https://twitter.com/AIUSA/status/1151496595868962822?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott)

Le mois dernier, Lewis a signé en tant que membre dirigeant -se joignant à Zeldin- d'un Groupe Parlementaire Noirs et Juifs des deux partis, constitué par le Comité des Juifs Américains, lobby israélien d'extrême droite.

Mais il faut remarquer que Lewis a sponsorisé la mesure d'Omar qui identifie les boycotts politiques historiques y compris l'abolition des Droits Civiques comme des formes d'expression protégées par la constitution pour faire avancer les droits civiques et fondamentaux.

Au moins 27 Etats ont voté les mesures anti-BDS.

Au Texas, en Arizona et au Kansas, des lois ont été bloquées par les juges fédéraux pour des raisons de liberté d'expression.

Human Rights Watch a fait remarquer que plus de 250 millions de personnes vivent dans des Etats américains qui ont voté ces mesures.

Recentement, Gilad Erdan, ministre des Affaires Stratégiques d'Israël, qui pilote les efforts de son pays pour écraser le militantisme BDS à travers le monde, s'est attribué le mérite du vote des lois anti-BDS aux Etats Unis.

[https://twitter.com/Mondoweiss/status/1146101294534451200?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott](https://twitter.com/Mondoweiss/status/1146101294534451200?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott)

« Nos efforts donnent des résultats, 27 Etats américains ont maintenant une législation pour contrer le BDS. Tendons la main à tous les gouverneurs et députés des Etats qui ont défendu cette loi. Ils le méritent », a dit Erdan en juin lors d'une conférence du *Jerusalem Post* à New York.

**Le New Jersey cherche à interdire la critique d'Israël**

Entre temps, le New Jersey est devenu le dernier Etat à envisager une loi radicalement favorable à la censure sous prétexte de combattre l'antisémitisme.

Treize organisations des droits civiques, dont Palestine Legal, le Centre pour les Droits Constitutionnels et Voix Juive pour la Paix, ont envoyé une lettre cette semaine aux députés des Etats les avertissant qu'on utiliserait la législation « comme un outil pour faire taire les étudiants, les professeurs et le personnel des universités qui défendent les droits des Palestiniens » et qu'on censurerait la critique de la politique israélienne protégée par la constitution dans les institutions publiques.

[https://twitter.com/AdelyReporter/status/1151161173229936641?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etwbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott](https://twitter.com/AdelyReporter/status/1151161173229936641?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etwbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott)

[https://twitter.com/pal\\_legal/status/1151529864232669185?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweeterbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott](https://twitter.com/pal_legal/status/1151529864232669185?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweeterbarrows-friedman%2Filhan-omar-introduces-resolution-upholding-right-boycott)

Semblable à la mesure récemment votée en Floride, la loi du New Jersey « amènerait les écoles publiques et les universités à utiliser une redéfinition largement contestée de l'antisémitisme » qui consiste entre autres à « ne focaliser les enquêtes sur la paix ou sur les droits de l'Homme qu'à propos d'Israël » et à « dénier le droit d'Israël à exister » en affirmant de prétendues violations de la loi anti-discrimination de l'État, d'après Palestine Legal.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

**date créée**  
2019/07/23